

## Marchés publics

**11 Février 2010**

**Passation sans publicité : le relèvement du seuil de 4.000 à 20.000 euros est annulé à compter du 1er mai 2010 par le Conseil d'Etat**

Le Conseil d'Etat a annulé (1) les dispositions du décret du 19 décembre 2008 relevant de 4.000 à 20.000 euros le seuil en-deçà duquel un marché public peut être passé sans publicité ni concurrence préalable.

Cette annulation prendra effet à compter du 1er mai 2010.

L'article 28 du Code des marchés publics prévoit une procédure adaptée qui permet au pouvoir adjudicateur de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable si les circonstances le justifient ou si le montant estimé de ce marché est inférieur à un certain seuil. L'article 1er du décret n° 2008-1356 du 19 décembre 2008, relatif au relèvement de certains seuils du Code des marchés publics, a modifié ce seuil en le faisant passer de 4.000 euros à 20.000 euros. Ce relèvement de seuil a été attaqué devant le Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat a d'abord rappelé, selon le communiqué publié, que «les marchés passés en application du Code des marchés publics sont soumis à certains principes, rappelés à l'article 1er de ce code: liberté d'accès à la commande publique, égalité de traitement des candidats et transparence des procédures.»

Il a ensuite estimé que «ces principes n'interdisent pas de prévoir une réglementation qui autorise, dans certains cas, la passation de marchés sans publicité, voire sans mise en concurrence, lorsque ces formalités sont impossibles ou manifestement inutiles en raison de l'objet du marché, de son montant ou du degré de concurrence dans le secteur considéré.»

Le Conseil d'Etat a donc jugé que les dispositions du décret, qui relèvent d'une manière générale le seuil en deçà duquel il peut être recouru à une procédure adaptée, «méconnaissent ces principes.»

Il a donc annulé ce décret en tant qu'il relève de 4.000 à 20.000 euros le seuil des marchés passés selon la procédure prévue à l'article 28 du Code des marchés publics.

«Afin que cette annulation ne remette pas en cause les nombreux marchés d'ores et déjà passés sur le fondement du nouveau seuil, ce qui serait contraire au principe de sécurité juridique, le Conseil d'Etat a précisé que l'annulation des dispositions du décret en cause ne prendrait effet qu'à compter du 1er mai 2010, sous réserve des actions engagées contre des actes pris sur leur fondement», conclut le communiqué.

(1) Section du contentieux, 7ème et 2ème sous-sections réunies, 10 février 2010, n° 329100.

Pour accéder à l'arrêt, voir lien ci-dessous.

### Liens complémentaires :

<http://www.conseil-etat.fr/cde/node.php?articleid=1952>